

Jik An Bout

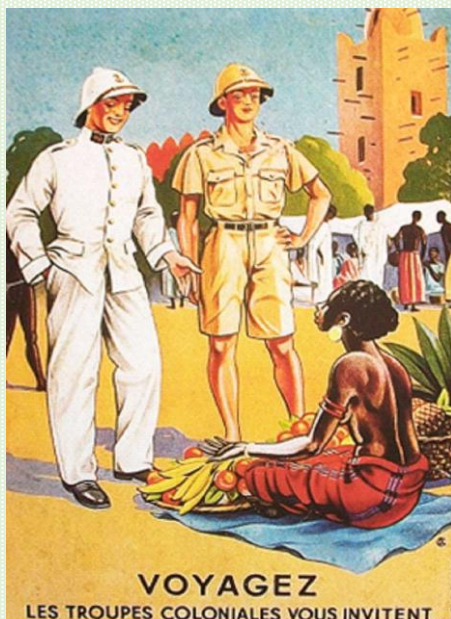
Journal en ligne des Comités Populaires. Responsable de publication : Jean ABAUL
Contact : 0696 41 41 32 | Chemin Vimbert – Lotissement La Haut - 97215 Rivière-Salée. | cncpmartinique@gmail.com



N° 240 – 06 JUIN 2026

EDITORIAL

GENOCIDE PAR SUBSTITUTION ET SUPREMACISME



Hier, cette affiche de propagande, diffusée en France, invitait ses ressortissants à aller découvrir les territoires occupés par son empire. Aujourd'hui, elle illustre, plus que tout, la continuité de la domination colonialiste française qui sévit dans notre Pays.

Actuellement, conscient de la montée en puissance de la lutte du Peuple Martiniquais pour l'autodétermination et l'émancipation, le Pouvoir colonial français a entrepris d'intensifier le «génocide par substitution»^{*1}. Dans le présent article, nous décortiquerons les mécanismes mis en œuvre par lui dans sa tentative désespérée d'éliminer notre peuple de l'histoire et de maintenir sa domination. Plus largement, nous aborderons, la question des génocides dans le monde et de l'idéologie qui anime les génocidaires, en particulier de leur aliénation suprémaciste.

Lire la suite en page 2

INITIATIVES ALTERNATIVES



Anlot larèl 22 Mé
Balata

A lire en page 6

LE BILLET DU CNCp



Pour la réinscription
de la Martinique sur la
liste des pays à
décoloniser

A lire en page 8

FOK SAV SA



Cuba sous asphyxie
pétrolière : la version
Trumpiste du blocus
génocidaire

A lire en page 10

PAROLE A



Mouvement
International pour les
Réparations

A lire en page 13

Myriam MALSA, secrétaire du MIR

Suite ... GÉNOCIDE PAR SUBSTITUTION ET SUPRÉMACISME

Arrêtons-nous, pour commencer, sur le sens du terme «génocide»^{*2}.

C'est un juif américano-polonais, réfugié aux Etats-Unis à la suite de l'invasion de la Pologne par les nazis, qui l'a employé pour la première fois. Après le génocide des juifs d'Europe, l'Assemblée Générale de l'ONU a inscrit le «génocide» comme crime en Droit International. Il sera distingué des autres crimes, tel que le «crime contre l'humanité», par «l'intention spécifique de détruire, en tout ou partie, un groupe protégé par la Convention de 1948, à savoir un groupe national, racial, ethnique ou religieux». Il se caractérise notamment par la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, par une atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe et par des mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe. Ces éléments, qui sont sans équivoque, permettront d'étayer nos propos qui suivront.

Les génocides sont une manifestation barbare de la domination de classe et du colonialisme.

C'est à l'ère des conquêtes coloniales européennes que les génocides prennent toute leur ampleur. Le massacre systématique de millions d'autochtones, le parage des survivants dans des réserves, l'écrasement de leurs cultures, sur le continent américain et dans les îles Caraïbes, illustrent la barbarie génocidaire des colonialistes. C'est sur tous les continents que les colonialistes européens s'y sont livrés.

Dès qu'on parle de génocide, on pense spontanément à celui, abominable, perpétré par les Nazis, retenant surtout l'Holocauste, parce qu'il s'est abattu sur 6 millions de juifs et qu'il se déroulait en Europe^{*3}. L'occident tente en vain de cacher que les premiers camps de concentration ont été installés

par les troupes coloniales allemandes en Namibie à partir de 1904 et que ceux-ci ont causé la mort de 80 % des autochtones insurgés et de leurs familles. Ces camps s'étaient, d'ailleurs, inspirés de ceux qu'avaient déjà créés les Britanniques en Afrique du Sud en 1901, lors de la révolte des Boers.

Les nazis sont loin d'être les seuls coupables de génocides et de quête d'une «solution finale». Nous invitons nos lecteurs à se pencher sur l'histoire des Peuples pour répertorier les génocides qu'ils ont enduré et mesurer ainsi l'ampleur de la barbarie. Nous ne citerons que deux d'entre eux : l'un concernant le Rwanda en 1994, où plus d'un million d'êtres humains, Tutsis, Hutus modérés et opposant au régime en place ont été massacrés...sous le regard de l'armée française ; l'autre, celui des Rohingyas par l'armée Birmane en cours, et dont on ne parle pratiquement pas.

Ce qui est particulièrement écœurant, c'est l'instrumentalisation de quelques génocides et l'invisibilisation de certains autres pratiqués par les impérialistes occidentaux. C'est ainsi qu'ils bafouent la mémoire de l'holocauste en soutenant militairement, financièrement, diplomatiquement et médiatiquement, le génocide du Peuple Palestinien perpétré par les criminels sionistes israéliens. Ils refusent même qu'on parle génocide et persécutent ceux qui soutiennent les victimes qu'ils assimilent sans vergogne à des «antisémites».

Les ressorts suprématistes des génocidaires

«Le suprémacisme, est une idéologie de supériorité et de domination, qui affirme que certaines catégories d'êtres sont supérieures et doivent dominer les autres, voire les asservir. Les groupes supérieurs peuvent être définies selon divers critères, tels que la race, le sexe, la classe sociale, la religion ou toute autres systèmes de croyances, de civilisation, de culture ... » (Cf. Wikipédia)



Le suprémacisme peut se manifester par des propos et des comportements brutaux et arrogants.

Ce sont, bien sûr, ceux des individus qui ont imposé leur pouvoir sur les autres par la violence. C'est particulièrement le cas des impérialistes occidentaux. En règle générale, ceux-ci savent pertinemment qu'ils n'ont rien d'intrinsèquement supérieur. D'ailleurs, tout au long de l'histoire, tout en dénigrant les races et les communautés déclarées inférieures, ils n'ont cessé de piller leur science, leur savoir, leur culture et de s'attribuer indument leurs inventions pour assoir l'essor de leur propre société. Ici, la propagande suprémaciste leur sert, d'une part, à justifier leur domination et, d'autre part, à diviser les classes opprimées et exploitées pour empêcher qu'elles ne constituent une force unie et capable de les renverser. C'est tout à fait le cas, par exemple, quand les colonialistes occidentaux, avec l'appui de l'église catholique, ont justifié la déportation, et l'esclavagisation des Noirs sur la base d'une hiérarchisation de races qu'ils ont tout simplement inventée. Là, il faut comprendre que les propos et comportements suprémacistes qui sévissent au sein des couches populaires occidentales sont des aliénations qui doivent être idéologiquement et politiquement combattus. Comme le suggère Frantz FANON, c'est au colonisé qu'il appartient de réhumaniser le monde. Bien sûr, il ne s'agit pas de se faire d'illusion quant à la possibilité de sortir de la bestialité des psychopathes qui érucitent au sein du Ku Klux Klan et des plus de 1200 groupes suprémacistes actifs aux USA, à la tête de l'État sioniste d'Israël, les racistes nostalgiques de l'Apartheid en Afrique du Sud ou de la barbarie esclavagiste en Martinique. Ceux-là, il faut les combattre sans concession !

Le suprémacisme peut être aussi soft et insidieux

Nombreux sont ceux qui se prétendent antiracistes, partisans de relations respectueuses entre les Peuples, et qui distillent un suprémacisme sournois. On pense ici aux discours hypocrites d'un Emmanuel Macron qui, par ailleurs, s'adresse aux élus des

colonies françaises en les appelant «mes enfants» ou qui va «mettre de l'ordre» dans une rencontre au Kenya.

Dans les milieux progressistes et dits «de gauche» français, nombreux sont ceux qui adoptent une posture paternaliste et soutiennent des propositions qui, au bout du compte, participent au renforcement de la domination coloniale. Nous pensons, par exemple, à ceux qui propagent le mythe de «la République Une et Indivisible» ou aux syndicats de l'enseignement qui incitent leurs adhérents français à demander des postes dans les colonies françaises (où ils participent tragiquement à la déculturation de la jeunesse). Consciemment ou inconsciemment, beaucoup de Français qui pensent lutter contre le système dominant sont pollués par l'aliénation raciste. (C'est ce que vient rappeler la BD publiée par François Ruffin).

Oui, il est suprémaciste de prétendre que «La France est la patrie des Droits de l'homme» et que c'est elle qui aurait inventé la liberté et la souveraineté des Peuples. Oui, il est suprémaciste de déclarer que, de ce fait, «la France a un rôle à jouer dans le monde». Oui, il est suprémaciste de penser que, sans son aide, «les pays du Tiers Monde», ne sauraient sortir de la misère. (De très nombreuses ONG sont instrumentalisées pour entretenir ces illusions). Oui, il est suprémaciste de dire que sans les subventions venant de l'Europe, aucun développement n'est possible en Martinique (message tristement relayé par des aliénés assimilationnistes).

En tout cas, qu'ils soient hard ou soft, le suprémacisme omniprésent et le racisme systémique qui prévalent en Martinique constituent une **«atteinte grave à l'intégrité mentale du groupe»**.

En Martinique, le «génocide par substitution» est bien une réalité

Venons-en au génocide par substitution mis en place par le Pouvoir colonial français dans notre pays.

La première opération de masse a été menée avec la création en 1963 du BUMIDOM (Bureau pour le



développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer) par le Ministre Michel Debré. Il s'agissait, après les émeutes de Décembre 59, qui avaient secoué la Martinique, de désamorcer les mouvements indépendantistes en exilant une partie de la jeunesse vers la France. Entre 1963 et 1981, 85.000 personnes ont été exilées par le BUMIDOM. Résultat de cette politique : aujourd'hui, plus de 150.000 Martiniquais vivent en France.

«L'intention spécifique de détruire une communauté» est indiscutable

Une tentative «**d'entraver les naissances au sein du groupe**» a été faite en 1972 par le Secrétaire d'État Xavier DENIAU qui entendait permettre aux fillettes de se procurer la pillule (sans autorisation de leurs parents) dès l'âge de 13 ans. Il a dû reculer face à la levée de boucliers. Notez que c'est en cette même année que le Ministre Pierre Messmer publiait sa circulaire édictant les mesures destinées à rendre le Peuple Kanak minoritaire dans son Pays.



L'affiche ci-dessus placardée dans le métro parisien invite les Français à se rapprocher d'une institution ayant vocation à les aider pour s'installer dans les colonies antillaises. Rappelons qu'en 2024, le taux de chômage (notoirement sous-évalué) en Martinique est de 12% (5 points de plus qu'en France). Pour les jeunes, il atteint 29 %. Des sociétés spécialisées proposent aux Français leur accompagnement pour trouver un emploi, un logement, acheter un terrain, inscrire leurs enfants à la crèche ou à l'école.

Dans le même temps, les jeunes qui réussissent à des concours dits «nationaux», qui veulent enseigner dans leur pays, sont mutés en France contre leur gré, sans que ne soient pris en compte leur situation familiale et leurs intérêts sociaux.

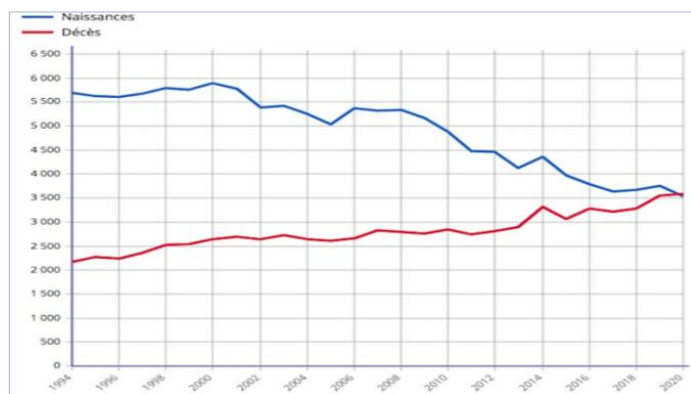
Des milliers de compatriotes émigrés de la fonction publique, depuis des décennies, sollicitent sans succès leur retour au pays.

S'il ne s'agit pas de prendre le contrôle du pays pour mettre fin à la possibilité pour les Martiniquais de prétendre à l'autodétermination, de quoi s'agit-il ?

La cruelle réalité du recul démographique en Martinique

La population de la Martinique est estimée à 355.500 habitants au 1er janvier 2025. En dix ans, notre Pays a perdu 25.400 habitants (0,7 % de baisse par an en moyenne). La saignée organisée de sa jeunesse a fait de lui le «département le plus âgé de France» (33 % de la population ayant plus de 60 ans en 2023). Le nombre des décès est désormais supérieur au nombre des naissances dans une année. Il faut rappeler que la population est décimée par des cancers et autres pathologies graves à cause de l'empoisonnement par les pesticides utilisés dans les bananeraies. Crime conscient puisqu'il s'agit de produits, comme le chlordécone, interdits en Europe et que les travailleurs ont semé souvent sous la contrainte dans les plantations bananières. Ces produits ont eu, également, des effets catastrophiques sur la fertilité des hommes et des femmes. C'est bien d'une «**atteinte grave à l'intégrité physique du groupe**» qu'il s'agit.

Des pessimistes envisagent que notre Peuple disparaîtra d'ici 2050 ! Nous ne le croyons pas car nous sommes convaincus de notre capacité à contrer la stratégie du Pouvoir colonial.



La nouvelle Humanité est en train de se construire

Ce qui est indéniable, c'est que les bases de l'hégémonie du système impérialiste occidental sont en train de voler en éclat. Il est condamné par la montée en puissance de blocs rivaux, par le regain des luttes des pays du sud pour la conquête de leur souveraineté, par la remise en cause du système monétaire dominé par le dollar et par le renversement du rapport de forces au plan militaire.

Le facteur le plus déstabilisant pour le système, c'est l'émergence sur tous les continents d'une conscience altermondialiste transcendant les frontières et, surtout, la barrière idéologique entre les «Pays du Nord» et le «Sud Global». La sauvagerie des politiques ultralibérales qui paupérise les populations partout dans le monde, la claire perception de la responsabilité des multinationales dans les souffrances humaines, la compréhension de l'unité de destin de tous les humains face aux dérèglements environnementaux sont autant de facteurs qui sont à la base d'une nouvelle forme d'internationalisme. La vague mondiale de dénonciation des violences policières qui a suivi l'assassinat de Georges FLOYD aux USA, la dénonciation du génocide sioniste et le soutien fervent à la lutte du Peuple Palestinien en sont d'éclatantes démonstrations.

C'est ce constat qui pousse les multinationales et leurs gouvernements aux ordres à propulser l'extrême-droite au pouvoir dans tous les pays et à développer un fascisme planétaire particulièrement agressif.

Un tel contexte invite toutes les forces Humanistes et Révolutionnaires à renforcer leur unité et la coordination de leurs luttes. Nous sommes appelés à mener une lutte idéologique sans concession contre le racisme, le suprémacisme et la xénophobie, particulièrement, en nous appuyant sur les organisations populaires et particulièrement sur les syndicats.

Quant aux forces progressistes en occident, il est important, tant pour elles que pour les pays dominés, de refuser toute forme de paternalisme et de soutenir sans détours la lutte des peuples pour la décolonisation et une véritable autodétermination.

**1 Expression employée par Aimé CESAIRE en 1977 pour dénoncer la politique menée par le Pouvoir colonial visant à organiser l'émigration des Martiniquais vers la France et encourager l'installation de Français dans notre Pays.*

**2 Combinaison de mots issu du grec «genos» (clan ou race) et «cide» (tuer).*

**3 Le génocide perpétré par les nazis concernait autant les Noirs, les Rom (Tsiganes), les Polonais, les prisonniers Soviétiques, les personnes handicapées ou qualifiées «d'asociales», les homosexuels, les civils (non juifs) accusés de désobéissance, de résistance ou d'activités partisans, les opposants politiques et les dissidents en Allemagne et les Témoins de Jéhovah. Si cette réalité n'est pas vulgarisée au niveau qu'il faudrait, c'est bien parce que les impérialistes occidentaux instrumentalisent l'holocauste de façon nauséabonde pour couvrir leurs exactions.*

PAWOL FONDOK

« L'idée que certaines vies valent moins que d'autres est la racine de tout ce qui va mal dans le monde. »

Paul FARMER (1959-2022)
Médecin et anthropologue américain.



INITIATIVES ALTERNATIVES

Anlèt larèl 22 Mé

Cette année encore, notre Peuple s'est mobilisé dans toutes les communes et les moindres quartiers du Pays pour célébrer l'insurrection du 22 Mai 1848 qui avait imposé l'abolition de l'esclavage. Des manifestations culturelles et festives, des rencontres de réflexion ont rendu hommage au courage de nos ancêtres. L'AAP, le COAADEP, Radio APAL Jikan bout et le CNCP avaient choisi d'innover en la matière. Jikanbout a demandé aux coordinateurs de l'AAP de nous en parler.



L'Administration Alternative Populaire, (AAP), le Collectif des Ouvriers Agricoles et de leurs Ayant Droits Empoisonnés par les Pesticides (COAADEP), le Conseil National des Comités Populaires (CNCP) et la Radio APAL Jikanbout se reconnaissent des valeurs et des objectifs communs : la préservation et la transmission de la mémoire, la dignité humaine, la justice, la solidarité, l'émancipation et l'autonomie alimentaire, ainsi que la transmission et l'éducation populaire. Par ailleurs, ces quatre organisations ont pour fondement, chacune dans son domaine, de proposer une alternative au système colonial dans lequel notre Peuple Martiniquais continue d'évoluer. Partant de ce socle partagé, une collaboration pour la commémoration du 22 mai, date-ancrage fondamentale pour notre peuple, nous est apparue évidente. Elle s'est construite autour de choix puissants symboliquement : le lieu, la nature de la cérémonie, et les actes symboliques qui ont été posés.

Le lieu : c'est un terrain agricole appartenant à une militante qui a offert à « Jikanbout » la possibilité d'y développer une activité alternative. C'est l'AAP, qui gère le projet.

Ses actions sur ce terrain visent à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être de notre population en favorisant la production durable et accessible de denrées alimentaires locales. Il s'agit d'une terre, extrêmement fertile, au quartier Barème à Balata, qui n'a pas été contaminée par les pesticides. L'atmosphère y est revigorante ; un lieu nourrissant autant pour le corps que pour l'esprit. Au moins 3 générations s'y sont retrouvées, ce 22 mai 2026. Il s'agissait pour nous à la fois d'honorer nos ancêtres esclavagisés qui ont arraché leur liberté, de transmettre l'histoire de cette lutte aux générations actuelles et futures, et d'agir concrètement et symboliquement dans la poursuite de la résistance au colonialisme et dans la consolidation de l'unité du Peuple Martiniquais.



Notre cohésion autour du chemin vers l'indépendance alimentaire et pour une alimentation saine sera notre première force. Dans un esprit de partage, chaque participant est arrivé avec une ou plusieurs plantes à offrir au terrain. L'accueil a eu lieu entre 7h30 et 8h30.

Dans un premier temps, Mathurin ALEXANDRE-ALEXIS, représentant de l'AAP, a ouvert la cérémonie par l'appel au rassemblement des participants, une présentation du lieu, de son histoire, et des remerciements pour l'honneur de la confiance qui nous est faite par la propriétaire des lieux en mettant l'espace au service de la communauté.

Dans un deuxième temps, chacune des associations organisatrices s'est présentée : son origine, ses missions, les projets réalisés, en cours et à venir. Pour le CNCP : Jean ABAUL, le COAADEP : Patricia MOUTENDA, Radio APAL Jikanbout : Djahssica RANO

Dans un troisième temps, une rétrospective historique a été réalisée par Robert SAE. Il nous a rappelé le contexte international de l'époque, et les faits historiques concernant :

- les révoltes séculaires de nos ancêtres esclavagisés,
- les mouvements et moyens locaux de résistance,
- les positionnements des différentes composantes de la structure sociale de la société martiniquaise de l'époque,
- les stratégies utilisées par certaines d'entre elles pour maintenir leur place, ou à l'inverse pour accéder à davantage de droits
- les différents événements durant lesquels des femmes et des hommes se sont battus pour se libérer du poids des tortures, des sévices inacceptables faits par des semblables, et ayant obligé la France à déclarer l'abolition de l'esclavage le 22 mai 1848.

Il a établi également les constats nous rappelant que la lutte est loin d'être finie, car nous continuons d'évoluer dans un système néocolonialiste au service de puissants capitalistes libéraux.

Puis, sur les lieux de cultures des plants de *kanmanioc*, de tomates, de concombre, de dachine, d'ignames, etc. tous les participants se sont réunis pour procéder à la libation conduite par Lucienne BANNIS. Solennellement, dans le respect des traditions ancestrales, nous avons honoré les ancêtres, sollicité leur protection, et exprimé notre gratitude pour la force léguée.



Dans la symbolique de la transmission, deux arbres ont été planté :

- un limier a été mis en terre par Mathurin ALEXANDRE-ALEXIS et son petit-fils
- un avocatier par Olivier CAREME, le coordonnateur des activités agricoles.

Et les sons du *danmyé*, du *ti-bwa*, des *lavwa* et des *répondè* ont résonné haut pour la célébration de la nomination du terrain : « **Jaden Djéritout** ».

Le repas et les boissons, ainsi que la distribution de fruits et légumes, organisés sous la responsabilité de Lucienne BANNIS, mais concoctés par de nombreuses mains aimantes, partageantes, efficaces (*tou sa zot lé a ki bon, bel épi byien*) a clôturé cette belle manifestation, qui s'est terminée vers 14h30.

LE PROJET « **Jaden Djéritout** » Une action concrète de Résistance !

La mise en place du projet agricole alimentaire a longuement été débattu en réunion. Il a pour vocation de fournir à notre population un accès à une production locale, saine et durable tout en favorisant l'éducation à l'alimentation, la préservation de notre environnement et le renforcement du lien social. Il constitue un espace collectif d'apprentissage, de partage et de solidarité contribuant à l'autonomie alimentaire et au développement durable du territoire. Nous prouvons que la terre peut nous nourrir. Cultiver la terre, répond à la double fonction de nous nourrir et nous soigner. Cela rétablit une relation directe entre l'être humain et la terre. Aujourd'hui, nous avons entamé le Jaden Djéritout, mais il est question d'élargir ce projet sur tout le territoire afin que nous puissions tous profiter de cet esprit collaboratif, d'entraide et de solidarité afin de construire ce pays où nous voulons vivre mieux.





POUR LA REINSCRIPTION DE LA MARTINIQUE SUR LA LISTE DES PAYS A DECOLONISER

Dans le cadre de l'action que développe le CNCP pour internationaliser la lutte menée par notre Peuple pour son émancipation, l'organisation a adressé un courrier aux organisateurs du Séminaire Régional qui se tenait au Nicaragua relatif à la quatrième Décennie Internationale de l'élimination du colonialisme ». «Jik An bout» le reproduit ci-dessous.



A Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies

A Mesdames et Messieurs les responsables du Comité Spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Mesdames et Messieurs,

Informée de la tenue du Séminaire Régional pour les Caraïbes sur la mise en œuvre des activités relatives à la quatrième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme qui se tiendra à Managua du 25 au 27 mai 2026, considérant l'importance des objectifs qu'il se fixe, à savoir : « Favoriser les progrès, renouveler les engagements, bâtir des partenariats et adopter des approches innovantes », notre organisation le CNCP (Conseil National des Comités Populaires) tient à saluer cet événement et a estimé important de vous faire part d'éléments d'information concernant notre Pays, la Martinique.

Dans un contexte où le Droit International et toutes les conventions régissant les relations entre Etats sont violées par certaines puissances, il nous semble essentiel que les Institutions qui ont été construites pour faire respecter la souveraineté des Peuples, garantir l'application des résolutions visant à rendre effectifs les processus de décolonisation et le respect du Droit des Peuples à l'émancipation, doivent être un rempart indispensable.

En Martinique, les militants de notre organisation travaillent au sein du Peuple depuis les années 1970, pour contribuer au processus de décolonisation. En effet, en dépit de l'habillage institutionnel fait par le pouvoir colonial Français pour maintenir sa domination sur notre Pays, celui-ci reste une colonie au sens strict du terme.



Après l'abolition de l'esclavage qui a suivi l'insurrection de Mai 1848, la France a imposé le maintien des anciens maîtres esclavagistes aux commandes du Pays, en les indemnisant pour la perte des esclaves et en maintenant le Peuple Martiniquais sous sa fêrle au moyen de lois iniques. Jusqu'à ce jour, la caste des descendants d'esclavagistes et le Pouvoir colonial français contrôlent absolument tous les circuits économiques.

Dans la colonie, ils se livrent à des exactions qui ne seraient pas imaginables sur le territoire de la France. Ainsi, en utilisant massivement des produits toxiques interdits en Europe afin de rentabiliser la monoculture de bananes dont la France avait besoin, ils ont sciemment procédé à l'épandage d'un pesticide organochloré rémanent qui a affecté 92% de notre population. La catastrophe sanitaire et environnementale qui s'en est suivie fait encore des ravages (pathologies graves et nombreuses, contamination du sol, des rivières et des eaux côtières).

La réalité du pacte qui lie le Pouvoir colonial Français et la caste héritière des esclavagistes a récemment été prouvée par le fait que le Président de la République Française, M. Emmanuel MACRON, a remis la Légion d'Honneur au PDG du groupe GBH. Bernard HAYOT le plus puissant de la caste citée, dont le groupe a des intérêts dans quasiment toutes les dernières colonies de la France, était déjà concernée par une information judiciaire lancée par le Pôle National Financier en France pour "escroquerie en bande organisée" et "abus de position dominante".

Tous les leviers administratifs et politiques, tous les Services Publics, restent, sans partage, entre les mains de l'Etat Français. Les Collectivités Locales sont strictement encadrées par les législations françaises et maintenant européennes.

Il est incontestable que notre Peuple n'a bénéficié à ce jour d'aucun processus d'autodétermination fiable et sous contrôle international. Il est vérifiable également que l'Etat colonial français développe systématiquement des pratiques visant à contourner le Droit International pour entraver les processus de décolonisation. Les directives de l'ancien Ministre Pierre Messmer en 1973 pour minoriser le peuple Kanak, le non-respect des engagements pris en matière de corps électoral en Kanaky, la mainmise maintenue sur l'île de Mayotte au lendemain du vote pour l'indépendance de l'archipel des Comores en sont des preuves irréfutables.

Aujourd'hui, en Martinique, la France procède à un véritable «génocide par substitution» qui se caractérise par l'aide à l'installation de ressortissants Français (avec soutien matériel, logistique et financier à ces derniers), développe une centralisation à outrance de toutes les administrations et renforce sa présence militaire. La répression policière et judiciaire frappe massivement tous ceux et toutes celles qui s'opposent à la politique coloniale et aux injustices subies par le Peuple Martiniquais.

Il est manifeste que le Pouvoir Colonial français qui a entrepris de rayer le nom même de notre pays, la Martinique, de tous les documents officiels, qui s'est abstenu lors du vote à l'ONU de la Résolution qui reconnaissait la traite transatlantique et l'esclavage comme étant le plus grand crime contre l'Humanité, n'a aucune intention de respecter le Droit à l'Autodétermination du Peuple Martiniquais.

Pour cette raison, nous accordons une très haute considération aux travaux du Séminaire de Nicaragua, convaincus que c'est dans le cadre des instances internationales idoines que doivent être traitées les questions de la décolonisation et de l'autodétermination. C'est la raison pour laquelle, nous avons jugé utile de vous adresser le présent courrier.

Nous y joignons en annexe un document publié le 27 mars 2022 par notre organisation et adressé à de nombreuses ambassades et institutions internationales. Il expose la réalité de la domination coloniale prévalant en Martinique.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous pourrez accorder à notre démarche et nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Au nom du CNCP, nous vous adressons nos salutations respectueuses.



CUBA SOUS ASPHYXIE PETROLIERE : LA VERSION TRUMPSTE DU BLOCUS GENOCIDAIRE

Dans l'histoire du Blocus économique des Etats Unis instauré en 1962 par John KENNEDY, Donald TRUMP surpasse en horreur tous ses prédécesseurs : il a interdit par un Ordre Exécutif du 29 Janvier 2026 l'importation de la moindre goutte de pétrole à Cuba, menaçant tout Etat exportateur de représailles douanières.



Cuba, qui consomme quotidiennement 100.000 barils de pétrole pour faire tourner son économie et son système social, ne produit que 40.000 barils tirés de son sous-sol. Le Venezuela, exportateur principal depuis 1998, date d'arrivée de Hugo CHAVEZ à la présidence, a subi le 3 janvier 2026 une agression d'une violence inouïe débouchant sur la capture et la séquestration du président en exercice, Nicolas MADURO. Depuis cette date, les USA contrôlent les exportations pétrolières du Vénézuéla et les livraisons à Cuba ont été stoppées net.

Le Mexique, deuxième exportateur à Cuba depuis plusieurs années a également arrêté (depuis Le 9 janvier 2026) ses exportations vers Cuba, par crainte des représailles annoncées : l'économie Mexicaine est étroitement complémentaire de l'économie Etats-Unienne, (80% des exportations Mexicaines vont vers le marché Etats-Unien), et les hausses douanières annoncées auraient un impact économique dévastateur.

Depuis début janvier, Cuba vit presque exclusivement sur sa production nationale de pétrole et sur ses réserves stratégiques.

Ce n'est pas un génocide par tapis de bombes comme à GAZA, c'est un génocide par Asphyxie pétrolière :

- Les couveuses s'éteignent dans les services pédiatriques laissant des nourrissons condamnés à une mort certaine. Les opérations chirurgicales ou accouchements se terminent parfois à la lumière des téléphones portables,
- Les transports urgents ou non urgents sont entravés ou à l'arrêt,
- La nourriture faute de refroidissement pourrit dans les réfrigérateurs domestiques,
- L'économie et les services tournent au ralenti,
- Les liaisons aériennes pourvoyeuses de touristes sont suspendues,
- Les hôtels ferment faute de touristes...
- 96.000 patients dont 11.000 enfants en attente d'une opération chirurgicale
- 30.000 femmes enceintes en attente d'une échographie
- Le taux de mortalité infantile a bondi de 4 pour 1000 en 2018 à 9,9 pour 1000 depuis l'arrivée de Trump au pouvoir

Pour parachever l'entreprise d'étranglement, l'administration Etats-Unienne s'attaque désormais au fleuron de l'internationalisme Cubain : les services médicaux à l'étranger. Une tournée dévastatrice de MARCO RUBIO dans la Caraïbe (Sainte Lucie, Saint Vincent, Barbade, Jamaïque...) et l'Amérique Latine (Honduras, Equateur...) a exercé une pression maximale, pour imposer aux Etats, sous peines de sanctions économiques et financières, d'arrêter les missions médicales cubaines. Ces missions médicales soutiennent de façon déterminante les systèmes de santé de la plupart des pays de la caraïbe et de l'Amérique latine, et ce à des prix dérisoires.

Pourtant ces missions médicales ont rendu à l'humanité des services incomparables, historiquement reconnues par l'ONU, l'OMS et l'UNESCO :



- Entre 1959 et 2020, 600.000 missions dans 158 pays (sur 193) avec la participation de 326 000 professionnels de santé :
 - 2 milliards de consultations,
 - 4,3 millions d'accouchements,
 - 12 millions de vaccinations de femmes enceintes et d'enfants,
- Le programme «BARRIO ADENTRO» (Au cœur des quartiers) a mobilisé 38.000 coopérants dans plusieurs secteurs de la vie sociale Vénézuéla (santé et éducation).
- Le projet «MAIS MEDICOS» au Brésil a introduit 11.429 médecins au Brésil dans les quartiers pauvres (Favelas), privés de soins médicaux et dans la zone du nordeste où la prise en charge médicale était inconnue des populations.
- «L'OPERATION Milagro» a permis de rendre la vue à 4 millions d'êtres humains surtout en Amérique Latine, grâce aux opérations de la cataracte réalisées par des ophtalmologues Cubains dans 35

pays. La pression actuelle des Etats Unis de TRUMP va jusqu'à interdire l'envoi de jeunes latino-américains ou caribéens à l'ELAM (Ecole Latino-Américaine de Médecine à La Havane), Ecole qui depuis sa création a déjà gradué plus de 31.000 médecins dans 120 pays du sud global. Cette même école dont MARGARET CHAN, Directrice de l'OMS de 2007 à 2017 disait : «Je ne connais aucune école de médecine avec une politique d'admission qui donne la priorité aux candidats en provenance des communautés pauvres, et qui savent de première main, ce que signifie vivre sans avoir accès aux soins médicaux de base. Pour une fois, si vous êtes pauvre, si vous êtes femme ou si vous venez d'une population indigène, vous disposez d'un avantage précis. C'est une Ethique institutionnelle qui fait de cette école une entité unique».

Voilà donc à quoi s'attaque froidement DONALD TRUMP en assumant cyniquement son inhumanité !!!

Le Peuple cubain résiste, la solidarité mondiale l'accompagne



Le Gouvernement CUBAIN, qualifié «d'ETAT FAILLI» par ce président aux allures de shérif, organise cependant la résistance avec beaucoup de sang-froid, sang-froid forgé durant 65 ans d'expérience du blocus :

- Priorité du combustible aux plus fragiles (foyers pour personnes âgées, hôpitaux et foyers maternels) -
- Instauration de la semaine de 4 jours de travail,
- Enseignement en distanciel sauf pour le primaire,
- Les touristes sont regroupés dans certains centres touristiques afin de générer des économies en fermant les hôtels présentant un taux d'occupation insuffisant -
- Gestion efficace de l'aide internationale qui afflue du monde entier en privilégiant les plus précaires,

- Les ingénieurs Cubains viennent d'expérimenter un procédé de raffinage du pétrole brut Cubain, de haute densité et viscosité, permettant de produire du diesel et du fuel commercialisables, grâce à une technologie basée sur le thermo conversion développée par le Centre de Recherches du Pétrole,
- Entraînements militaires de masses autour du concept de « la guerre du peuple tout entier »,
- Interception d'une embarcation de mercenaires armés jusqu'aux dents venus de Floride Le gouvernement est donc aux manettes et réagit avec un sens élevé des responsabilités. Il a par ailleurs ouvert parallèlement un dialogue avec les Etats -Unis, mais sur la base du respect mutuel et de la non-ingérence.

Le peuple Cubain affiche pour sa part une résilience exemplaire et une solidarité sans faille face à l'offensive génocidaire :

- Les ventes de charbon de bois se développent pour contrer les pénuries de gaz domestique,
- Les Cubains ont recours aux calèches tractées par des chevaux ainsi qu'aux bici-taxis pour les transports urbains,
- Les Cubains ne se barricadent pas les uns contre les autres et renforcent leur solidarité comme jamais,



- Même la communauté Cubano Américaine multiplie les appels à l'arrêt du blocus génocidaire qui frappe durement les familles sur place,
- Des manifestations massives dénoncent sur place l'offensive génocidaire des Etats-Unis et un appel à la résistance patriotique a recueilli plus de 6 millions de signatures,
- Le renforcement des structures économiques privatives (MYPIMES), reconnues par la constitution cubaine depuis 2021, participe à la résistance à l'offensive visant à affamer Cuba notamment à travers un circuit d'importation privé.

Par ailleurs, l'aide internationale afflue à Cuba pour desserrer cet étranglement inhumain :

- 1000 hectares de terres sont désormais consacrés à la production rizicole dans le cadre d'accords avec le Vietnam qui dispose dans cette culture d'une expertise reconnue
- La Chine a fait don à Cuba de 90 000 tonnes de riz ainsi que d'une aide financière de 80 millions de dollars. L'installation de 35 parcs solaires a été achevée en octobre 2025 soit une capacité de 750 Mégawatts sur une demande de 3 300 Mégawatts, l'objectif de Cuba étant d'ici 2028, d'assurer 26% de la demande nationale d'électricité grâce au solaire.

Dans l'urgence, face au blocus énergétique, 5 000 systèmes photovoltaïques de 2 KH ont été donnés par la Chine pour sécuriser les secteurs sociaux les plus fragiles.

Actuellement, la Chine devant l'urgence, est en train d'installer rapidement de nouvelles centrales pour contrecarrer le siège pétrolier : 52 centrales photovoltaïques sont déjà opérationnelles et ce chiffre devrait être porté à 75 dans les semaines à venir.

- Le Mexique a déjà fait parvenir par deux envois successifs 2 007 tonnes de vivres en urgence (lait en poudre et haricots)

- Le Brésil et la Colombie ont réaffirmé le 5 mars 2026, lors d'une conférence de la FAO, leur engagement à soutenir Cuba dans ses programmes de production alimentaire et ont expédié des tonnes d'aide alimentaire.
- Plusieurs flottilles humanitaires venant d'Europe ont livré à Cuba des denrées et des médicaments
- L'arrivée d'un premier super tanker russe qui a livré 730 000 barils de pétrole à Cuba a permis une respiration temporaire. Un deuxième arrivage est prévu prochainement, la Russie défiant ouvertement l'injonction américaine de livrer du pétrole à Cuba.

Les Martiniquais, qui comme plus de 160 Etats dans le monde ont déjà bénéficié du soutien médical de Cuba (Hôpital du Lamentin, crise du COVID), doivent résolument affirmer leur Humanité Caribéenne et leur verticalité Martiniquaise face aux menaces et pressions de TRUMP, en participant massivement à la campagne de solidarité (Envoi de médicaments, de vivres et de panneaux solaires à Cuba) organisée par le collectif de solidarité des Martiniquais avec CUBA, soutenu activement par plus de 20 organisation et par ceux de nos élus qui sont conscients et solidaires. Deux containers partiront dans les prochaines semaines avec le partenariat logistique de la ville du Lamentin, et la collecte d'argent auprès des Martiniquais qui a permis de rassembler près de 12 000 Euros, permettra de commander directement en Chine des panneaux Photo voltaïques pour donner de la lumière à une ou plusieurs institutions sanitaires ou sociales à Cuba.

Tout cela exprime magnifiquement la solidarité du peuple Martiniquais avec Cuba et prochainement, une délégation ira sur place accompagner la livraison des donations et manifester le lien historique entre le peuple Martiniquais et le peuple Cubain.

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://www.legrandsoir.info/> / Mali : L'«apocalypse» qui n'a pas eu lieu et le récit de la défaite dont l'Occident a besoin par Beto Cremonte

* <https://www.mondialisation.ca/> / totalitarisme médical par Hans Vogel



MOUVEMENT INTERNATIONAL POUR LES REPARATIONS



Conférence de presse du MIR et du CNR
Gabrielle Privat, Garcin Malsa, Raphael Constant

JAB : Quel jugement portez-vous concernant l'abstention de la France et des autres pays lors du vote à l'ONU concernant la traite des Africains et de l'esclavage ?

Cette résolution approuvée le 25 mars dernier est historique et rappelle l'ampleur et la férocité de ce crime qui a visé les peuples africains. Le MIR tient à féliciter le Ghana qui est à l'initiative de cette résolution.

L'opposition des Etats-Unis, d'Israël et de l'Argentine ainsi que l'abstention de 52 pays majoritairement anciennement esclavagistes ne nous étonnent pas. La France s'est abstenue parce que soi-disant elle «refuse de créer une hiérarchie entre les crimes contre l'humanité, de mettre en compétition les souffrances que ces abominations et ces crimes continuent de provoquer aujourd'hui, comme l'a affirmé son ministre des affaires, Jean-Noël Barrot récemment lors d'une visite au Togo. Pour nous MIR, il s'agit d'une pure hypocrisie car cette hiérarchisation il la pratique dans leurs textes juridiques. En effet refuser d'intégrer l'article sur les réparations dans la Loi n°2001-434 du 21 mai 2001 reconnaissant l'esclavage et la traite négrière en tant que crime contre l'Humanité est une

hiérarchisation par rapport à d'autres crimes pour lesquels des réparations sont automatiques.

Les réponses des juges français dans l'assignation contre l'état français portée par le MIR depuis 2005 pour l'exigence de réparations sur la base de la loi de 2001 mettent en exergue cette hiérarchisation des crimes et ce déni d'Humanité pour les africains ayant subi cet odieux crime et pour leurs ayants droits. Les réparations mémorielles suffisent pour ces derniers. Il s'agit là de réparations de façade qui consistent à ne point remettre en cause le système qui leur a permis d'accumuler toutes ces richesses pendant des siècles.

Ce vote de la France à l'ONU est en cohérence avec les décisions opposées au MIR dans le cadre de son action juridique.

JAB : Vous avez porté plainte contre le suprémaciste français qui a insulté et craché au visage d'un élu Martiniquais. Quelles sont vos motivations ? L'attitude de cet individu est-elle symptomatique de celle des dits «expatriés» dans notre pays ?

Pour MIR, un tel acte doit être fermement condamné. Ce crachat renvoie à des moments sombres de notre histoire, telle l'époque de l'application du code noir. Ce n'est pas parce que ce dernier n'a pas été aboli que certains doivent se sentir autorisés à nous mépriser de la sorte. Nous considérons que ce suprémaciste et raciste français n'a pas simplement craché sur un élu martiniquais mais sur l'ensemble du peuple martiniquais et par extension il a insulté le peuple noir dans son intégralité. C'est pourquoi en tant qu'association de lutte contre toutes formes de discriminations et contre le racisme nous nous sommes constitués partie civile aux côtés du Comité National pour les Réparations, d'Ethiopian World Fédération et de l'ASSOCA et avons porté plainte contre cet ignoble personnage.

Oui, il s'agit d'une attitude symptomatique retrouvée chez bon nombre d'expatriés. L'éducation y joue un rôle fondamental. En effet ils ont été éduqués dans des milieux où les noirs sont considérés comme des moins que rien et où ils entendent que les noirs n'ont rien porté à l'Humanité et qu'il faut les soumettre. Donc on obtient ce résultat désastreux. En plus d'une refonte de l'éducation française, il y a à sanctionner ce monsieur.

Nous constatons avec regret le silence des élus qui devrait se lever comme un seul homme pour condamner cette action et soutenir leur confrère. N'ayant pas d'unité, le suprémaciste français s'est aussi permis de porter plainte contre l'élus pour propos raciste.

Ce manque d'unité dans nos actions contre le racisme met à l'aise ces expatriés venus avec un esprit de domination. Nous regrettons le temps où les racistes qui commettaient ce type de délits étaient avec la pression populaire étaient obligés de prendre le premier avion pour la France.

Agenda

RENCONTRE DES DÉLÉGUÉS ET DES MILITANTS DES COMITÉS POPULAIRES

Thème :

Le plan de bataille du CNCP

Samedi 27 juin 2026
16 h – 18 h

Salle Yvon ROISIER
Zone cocotte Canal Ducos
Renseignements : 0696 332 632

RADIO APAL- JIKANBOUT



PÈP-LA KA PALÉ



**OÙ NOUS ÉCOUTER ?
OÙ NOUS SUIVRE ?**

PLATEFORMES NUMÉRIQUES


[HTTPS://RADIOAPALJ
IKANBOUT.COM](https://radioapaljikanbout.com)



[TIKTOK](#)

[INSTAGRAM](#)
[BIENTÔT](#)

NOS CHAÎNES NUMÉRIQUES


[YouTube](#)





CONTACT@RADIOAPALJIKANBOUT.COM
(596) 596.96.30.65

★★★

